

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez , le 23/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS COSTE TRAVAUX PUBLICS

Moulin Neuf
12400 MONTLAUR

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006803040

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement SAS COSTE TRAVAUX PUBLICS implanté Le Maurel et les Faysses 12360 CAMARES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS COSTE TRAVAUX PUBLICS
- Le Maurel et les Faysses 12360 CAMARES
- Code AIOT : 0006803040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière à ciel ouvert de calcaire et schiste bleu-noir , sise aux lieux dit "Les Faysses, Le Maurel et la plaine" sur la commune de Camarès, a par arrêté préfectoral 12-2022-03-28-00001 en date du 28 mars 2022, fait l'objet d'un renouvellement pour une durée de 30 ans au bénéfice de la société SAS COSTE TP. Il est à noter que la carrière précitée fera prochainement l'objet d'un changement d'exploitant au bénéfice de la société SAS GUIPAL , déjà exploitante d'une carrière sur les communes de Brusque et Saint Affrique.

Dans l'attente du changement d'exploitant, la carrière n'est actuellement pas en activité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des accès

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Sécurité au public	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article Art.71.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été constatée lors de l'inspection inopinée. La clôture longeant la zone Est du site au droit du chemin communal accessible au public n'est ni solide ni efficace. L'exploitant procédera à la réfection de la clôture Est sur toute sa longueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité au public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article Art.71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux zones dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture solide et efficace, ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones cloturées.
Constats : La carrière est divisée en 2 parties par un chemin communal accessible au public bordé de part et d'autre par une clôture (Ouest zone exploitation - Est zone installations). Il est à noter que la partie Est du site est marquée par une déclivité dangereuse. La clôture "Est zone installations" présente sur toute sa longueur et de façon perlée des fragilités (poteaux grillage tordus-grillage non tendu à la base ou troué). La réfection prévue par l'exploitant (consécutive à la visite d'inspection du 14/03/2022) n'a pas été réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois